



Michel CAMAU

Fondateur et premier directeur de l'IIRMC.

POSER LES FONDATIONS

La célébration d'un trentième anniversaire marque l'entrée dans l'âge de la maturité. L'IIRMC est devenu, au sens plein du terme, une institution. Revenir brièvement sur ses origines permet de mesurer le chemin parcouru.

La naissance de l'IIRMC est intervenue dans un contexte général dominé par la chute du mur de Berlin et surtout la création de l'Union du Maghreb arabe (UMA). Elle a été le fruit de la convergence de plusieurs initiatives. Le secrétaire d'État à la Coopération culturelle internationale du gouvernement Rocard, Thierry de Beaucé, en a posé les premiers jalons lors d'une visite à Tunis en 1990. Il avait alors émis le souhait de la création d'un « institut de recherche sur le Maghreb contemporain ». Le projet a pris forme lorsque les services ministériels en charge de la coopération scientifique ont préconisé la transformation d'une structure préexistante, le Centre de Documentation Tunisie Maghreb (CDTM). L'idée était de passer à la vitesse supérieure avec à l'esprit le format des centres de recherche français existant déjà dans plusieurs pays. Personnellement, j'avais antérieurement défendu un projet de développement de la recherche en sciences sociales qui prendrait appui sur le bureau du CNRS à Tunis.

Lorsque le ministère m'a sollicité, j'étais alors directeur de l'IREMAM à Aix-en-Provence. Après mûre réflexion, j'ai fini par accepter la proposition qui m'était faite, tant le projet rejoignait mes propres convictions. Au terme de plusieurs échanges sur la faisabilité et les modalités de l'entreprise, le cabinet du ministre m'a délivré une lettre de mission qui me chargeait de mettre en place l'IIRMC, d'abord à Tunis et ensuite au Maroc et en Algérie. Sur le plan scientifique, ma démarche, avalisée par la sous-direction des sciences sociales du ministère, fixait trois objectifs prioritaires à l'IIRMC :

- développer les relations entre les communautés scientifiques au-delà des chercheurs spécialisés sur le Maghreb et le monde arabe, afin que l'IIRMC soit synonyme d'une ouverture et non d'un enfermement dans des échanges classiques et routiniers qui existaient déjà ;

- favoriser la formation de jeunes chercheurs français et européens, en interaction avec les jeunes chercheurs du cru et avec le réseau scientifique local ;

- mettre en place des programmes de recherche configurés dans une perspective euromaghrébine, qui permette une noria de chercheurs algériens, marocains et tunisiens entre la Tunisie et le Maroc.

Le processus de création de l'IIRMC n'a pas été un long fleuve tranquille. Les modes d'action d'un ministère, entre autres celui des Affaires étrangères, ne relèvent pas d'un schéma binaire décision-exécution. La décision appartient en définitive aux « exécutants » dans le cadre d'un champ de forces. Elle procède de tensions et de conflits de compétence récurrents. Le principe même d'une structure de recherche indépendante et financièrement autonome entraine en contradiction avec les manières de voir de nombre de diplomates. Pourquoi allouer des crédits ministériels importants à un institut dont les travaux échapperaient au contrôle et aux besoins, réels ou supposés, d'un poste diplomatique ? C'est dire que le détenteur d'une lettre de mission ministérielle ne disposait pas d'un sésame à toute épreuve. Loin de là.

Il m'a fallu d'abord poser les fondations à Tunis, en dépit du scepticisme et des réticences des responsables de l'Ambassade de France. Il est vrai que l'IIRMC entraine en scène au moment où le pouvoir tunisien amorçait un tournant répressif qui cristalliserait sa configuration autoritaire. Lors de mon arrivée à Tunis pour prendre mes fonctions, l'Ambassadeur m'avait déclaré sans ambages : « vous arrivez au mauvais moment ».

J'ai bien compris le message. Il me fallait compter sur les seules ressources de mon capital social. Je me suis improvisé négociateur auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Recherche, Mohamed Charfi. Grâce à son avis favorable, le ministère tunisien des Affaires étrangères a donné son aval quelques mois plus tard. C'était l'acte officiel de naissance de l'IIRMC.

J'ai pris ensuite mon bâton de pèlerin pour rencontrer au Maroc les services français et marocains. Les premiers se sont montrés plus que réservés, étant donné les routines

administratives axées sur des relations de type bilatéral et non pas régional. La notion de Maghreb était totalement étrangère aux modes de fonctionnement des postes diplomatiques. Elle l'était également dans les modes de raisonnement des autorités marocaines. Celles-ci mettaient en question un supposé tropisme tunisien de l'IRMC, en dépit de ma proposition d'une alternance semestrielle du siège de l'Institut. Nous avons néanmoins installé une antenne officieuse de l'IRMC à Rabat, le temps de venir à bout des réticences des uns et des autres, alors même qu'elles se conjugaient.

Il a été décidé en haut lieu de transformer la représentation de l'IRMC au Maroc en un centre distinct de celui de Tunis. J'ai alors incité amicalement Alain Roussillon à venir à Rabat, où son rôle a été déterminant dans l'inscription du **Centre Jacques-Berque (CJB)** dans le tissu scientifique marocain. L'échec du projet que j'avais porté, un institut à vocation régionale, a néanmoins correspondu à une réussite, celle du **CJB**.

Concernant l'Algérie, l'idée était de faire place à l'IRMC dans les locaux du nouveau centre culturel français projeté à Alger. Je me suis rendu en Algérie à cette fin. Il n'y a pas eu de suite du fait de l'aggravation de la situation algérienne et partant de l'évolution de la politique française.

En créant l'IRMC, je considérais comme primordiale l'implication directe du **CNRS** dans le projet. Lors de la phase initiale, la direction des sciences sociales se montrait favorable. Mais le changement des responsables a étouffé dans l'œuf ces bonnes dispositions. Par la suite, après mon départ, à la faveur de nouveaux changements, le **CNRS** a convenu avec le **ministère des Affaires étrangères** du statut des Instituts français de recherche à l'étranger (**IFRE**). Ces quelques notations n'offrent qu'un aperçu succinct des origines de l'IRMC, de ses objectifs et des péripéties de sa mise en place. Faute de place, elles laissent dans l'ombre les importants résultats scientifiques de cette période fondatrice.

En guise de bilan, il y aurait également beaucoup à dire sur l'idée de Maghreb, une idée culturellement et historiquement fondée mais battue en brèche sur les plans politique et bureaucratique. L'UMA s'est enfoncée dans les sables, mais point l'IRMC. Le projet d'une structure unitaire de recherche s'est transformé, par la force des choses, en une formule d'association et d'échange entre deux entités. Ce qui n'est pas rien.

Au fil de trente années, l'IRMC de Tunis a connu un développement remarquable. Permettez-moi la faiblesse de penser que son rayonnement d'aujourd'hui est en partie redevable des premières lueurs d'hier.



© IRMC

TO LAY THE FOUNDATIONS

The celebration of a thirtieth anniversary marks the entry into the age of maturity. The IRMC has become, in the full sense of the word, an institution. A brief look back at its origins allows us to measure how far it has come.

The birth of the IRMC took place in a general context dominated by the fall of the Berlin Wall and above all the creation of the Arab Maghreb Union (AMU). It was the result of the convergence of several initiatives. The Secretary of State for International Cultural Cooperation in the Rocard government, Thierry de Beaucé, laid the foundations during a visit to Tunis in 1990. At the time, he expressed the wish to create an "Institute for Research on the Contemporary Maghreb". The project took shape when the ministerial department in charge of scientific cooperation recommended the transformation of a pre-existing structure, the Centre de documentation Tunisie Maghreb (CDTM). The idea was to move up a gear, bearing in mind the format of the French research centres that already existed in several countries. Personally, I had previously defended a project for the development of social science research based on the CNRS office in Tunis.

When the ministry approached me, I was then director of the [IREMAM](#) in Aix-en-Provence. After careful consideration, I finally accepted the proposal that was made to me, as the project was so close to my own convictions. After several exchanges on the feasibility and modalities of the undertaking, the Minister's office issued me with a letter of mission that entrusted me with setting up the IRMC first in Tunis and then in Morocco and Algeria.

From a scientific point of view, my approach, endorsed by the Ministry's sub-directorate for social sciences, set three priority objectives for the IRMC:

- To develop relations between scientific communities beyond researchers specialised on the Maghreb and the Arab world, so that the IRMC is synonymous with openness and not with being locked into the classic and routine exchanges that already existed.
- To promote the training of young French and European researchers, in interaction with young local researchers and the local scientific network.
- To set up research programmes configured in a Euro-Maghrebian perspective, which would allow a network of Algerian, Moroccan and Tunisian researchers between Tunisia and Morocco.

The process of creating the IRMC has not been a smooth one. The way a ministry, such as the Ministry of Foreign Affairs, operates is not a decision-execution binary. The decision ultimately belongs to the 'implementers' in a force field. It is the result of recurrent tensions and conflicts of competence. The very principle of an independent and financially autonomous research structure contradicted the views of many diplomats. Why allocate significant ministerial funds to an institute whose work would escape the control and needs, real or supposed, of a diplomatic post? In other words, the holder of a ministerial mission letter did not have a foolproof door-opener. Far from it.

I first had to lay the foundations in Tunis, despite the scepticism and reluctance of the French Embassy officials. It is true that the IRMC was entering the scene at a time when the Tunisian government was beginning a repressive turn that would

crystallise its authoritarian configuration. When I arrived in Tunis to take up my post, the Ambassador told me bluntly: "you have come at the wrong time".

I understood the message very well. I had to rely solely on the resources of my social capital. I improvised myself as a negotiator with the Minister of National Education and Research, Mohamed Charfi. Thanks to his favourable opinion, the Tunisian Ministry of Foreign Affairs gave its approval a few months later. This was the official birth certificate of the IRMC.

I then took my pilgrim's stick to meet the French and Moroccan services in Morocco. The former were more than reserved, given the administrative routines based on bilateral rather than regional relations. The notion of Maghreb was totally foreign to the operation modes of diplomatic posts. It was also alien to the Moroccan authorities' way of thinking. They questioned the IRMC's supposed Tunisian tropism, despite my proposal that the Institute's headquarters should alternate every six months. Nevertheless, we set up an unofficial IRMC branch in Rabat until we could overcome the reluctance of both sides.

It was decided in high places to transform the IRMC representation in Morocco into a centre separate from the one in Tunis. At that time, I addressed friendly encouragement to Alain Roussillon to come to Rabat, where he played a decisive role in establishing the [Centre Jacques-Berque \(CJB\)](#) in the Moroccan scientific fabric. The failure of the project I had led, an Institute with a regional vocation, nevertheless corresponded to a success, that of the [CJB](#).

As far as Algeria is concerned, the idea was to make room for the IRMC in the premises of the planned new French cultural centre in Algiers. I went to Algeria for this purpose. There was no follow-up because of the worsening of the Algerian situation and, consequently, the evolution of French policy.

When I created the IRMC, I considered it essential to involve the [CNRS](#) directly in the project. During the initial phase, its social sciences direction was favourable. But the change of managers nipped these good intentions in the bud. Later, after I left, thanks to new changes, the [CNRS](#) agreed with the [Ministry of Foreign Affairs](#) on the status of the French Research Institutes Abroad ([IFRE](#)).

These few notes offer only a brief overview of the origins of the IRMC, its objectives and the events leading up to its implementation. Due to a lack of space, they leave in the shade the important scientific results of this founding period.

To conclude, there is also much to be said for the idea of the Maghreb, an idea that is culturally and historically well-founded but politically and bureaucratically defeated. The AMU has sunk into the sands, but not the IRMC. The project of a unitary research structure has been transformed, by force of circumstance, into a formula of association and exchange between two entities. This is no mean feat.

Over the past thirty years, the IRMC in Tunis has undergone a remarkable development. Allow me the weakness to think that its influence today is partly due to the first glimmers of yesterday.

تأسيس المعهد

وزارة الخارجية التونسية موافقتها بعد بضعة أشهر. وكانت تلك الموافقة شهادة الميلاد الفعلية لمعهد البحوث المغربية المعاصرة.

ثم أعددت العُدَّة وانطلقت إلى المغرب للقاء المسؤولين الفرنسيين والمغاربة. أبدى الفرنسيون مقاومة شديدة للفكرة، فقد كانت الإجراءات الإدارية قائمة على علاقات ثنائية بين بلدين، لا على علاقات بين دول منطقة. وكان مفهوم المنطقة المغربية ذاته غريباً على أساليب عمل المسؤولين في السلك الدبلوماسي، ولم يكن أقرب لمنطق السلطات المغربية. فقد كانت هذه السلطات متوجسة من أن تهيم تونس على معهد البحوث المغربية المعاصرة، على الرغم من أنني اقترحت تناوب المركزين على إدارة المعهد بحيث تتبدل كل فصل. بالرغم من كل هذا، قمنا بفتح فرع غير رسمي للمعهد في الرباط، بانتظار الوقت الذي سنتغلب فيه على ممانعات الطرفين المجتمعة.

اتخذت الجهات العليا قرار تحويل فرع معهد البحوث المغربية في المغرب إلى مركز مستقل عن المركز التونسي. فحنتت حينها الصديق الآن روسيلبون على القدوم إلى الرباط، وأصبح له بعدها دوراً مركزياً في جعل مركز جاك بيرك جزءاً من النسيج العلمي المغربي. وهكذا تحول فشل مشروع الذي حملته - وهو تأسيس معهد ذو توجه مناطقي - إلى نجاح لمشروع آخر: مركز جاك بيرك.

أما في الجزائر، فتمثلت الفكرة في إقامة مقر لمعهد البحوث ضمن مركز ثقافي فرنسي جديد كان يُنوي تأسيسه في الجزائر العاصمة. ولقد زرت العاصمة الجزائرية لهذه الغاية، إلا أن المشروع لم ير النور بسبب تدهور الوضع الجزائري والتحول في السياسة الفرنسية.

أثناء تأسيسي لمعهد البحوث المغربية كنت أعتقد أنه سيكون لمركز البحوث العلمية الفرنسي دوراً محورياً فيه. لا سيما أن إدارة العلوم الاجتماعية في الوزارة كانت قد أبدت تأييدها لهذه الفكرة في المراحل الأولى. لكن تغيير المسؤولين تسبب في إجهاض هذه الترتيبات الملائمة. فبعد مغادرتي اتفق المركز الوطني للبحوث العلمية مع وزارة الشؤون الخارجية على إعطاء المعهد صفة «معهد بحوث فرنسي في الخارج»، بالتوافق مع التغييرات الجديدة.

لا توفر هذه الملاحظات إلا لمحة موجزة عن جذور معهد البحوث المغربية المعاصرة وأهدافه والمغامرات التي صاحبته إنشائه. ولا يسمح لي طول هذا النص بأن أتى على ذكر النتائج العلمية الهامة لهذه الفترة التأسيسية.

وفي مراجعة الحسابات هذه، يمكن الاستفاضة في الحديث عن فكرة المغرب الكبير، فكرة ذات دعائم ثقافية وتاريخية متينة قوضتها المخططات السياسية والبيروقراطية. لقد علق اتحاد المغرب العربي في الرمال لكن معهد البحوث المغربية مضى قدماً. لا شك في أن مسار الأمور كان مسؤولاً عن تحويل مشروع بنى بحثية متحدة إلى صيغة تعاون وتبادل بين بنيتين، ولكن هذه الصيغة بحد ذاتها هي إنجاز لا يستهان به.

لقد عرف معهد البحوث المغربية المعاصرة تطورات مهمة خلال سنواته الثلاثين. وأرجو أن تعذروا جنوح أفكاره إن قلت إن إشراقه اليوم مستمد ولو جزئياً من بصيص نور الأمس.

الاحتفال ببلوغ الثلاثين من العمر هو احتفال بدخول سن النضج. لقد أصبح معهد البحوث المغربية المعاصرة مؤسسة بكل ما للكلمة من معنى. ولا بد من استرجاع بدايات المعهد لتقدير الشوط الطويل الذي قطعه.

جاءت ولادة المعهد في سياق عام متأثر بسقوط جدار برلين وتأسيس اتحاد المغرب العربي بشكل خاص. وكان تأسيس المعهد نتيجة لتضايف عدة مبادرات، فقد وضع تيري دوسيه اللجنة الأولى لهذا المشروع خلال زيارته لتونس عام 1990، حين كان يشغل منصب وزير الدولة لشؤون التعاون الثقافي في حكومة روكار. وعبر حينها عن رغبته في إنشاء «معهد بحوث حول المغرب المعاصر». تبلور المشروع حين أوصت الدوائر الوزارية المعنية بالتعاون العلمي بإعادة استثمار بنية موجودة مسبقاً هي «مركز التوثيق تونس - مغرب». تم تناقل هذه الفكرة بأقصى سرعة وتحويل معهد على نمط مراكز البحوث الفرنسية التي كانت قائمة في أكثر من بلد. وأنا شخصياً كنت قد دافعت في السابق عن مشروع لتطوير الأبحاث في مجال العلوم الإنسانية بالاعتماد على المركز الوطني الفرنسي للبحوث العلمية ومكتبه في تونس.

كنت مديراً لمعهد الدراسات حول العالم العربي والإسلامي في مدينة إكس أن بروفانس حين تواصلت معي الوزارة لاقتراح المهمة. وبعد تفكير عميق، قررت قبول هذا الاقتراح لأنني وجدت المشروع في غاية الانسجام مع قناعاتي الشخصية. تلت موافقتي هذه حوارات طويلة مع مكتب الوزير لمناقشة إمكانيات التنفيذ وآلياته، ثم تسلمت رسالة تكليف لتأسيس معهد البحوث المغربية المعاصرة، في تونس في بداية الأمر ثم في المغرب والجزائر.

من الناحية العلمية، قمت بتحديد مسار عمل حظي بتأييد إدارة العلوم الاجتماعية في الوزارة، بهدف أن يحقق المعهد ثلاث غايات رئيسية:

تطوير العلاقات بين الأوساط العلمية بحيث تتجاوز العلاقات بين الباحثين المختصين بالمنطقة المغربية والعالم العربي لكي يصبح معهد البحوث المغربية المعاصرة رديفاً للانفتاح لا للانغلاق ضمن الدوائر والتبادلات المعتادة والروتينية الموجودة مسبقاً.

تسهيل تدريب الباحثين الشباب الفرنسيين والأوروبيين، عن طريق التفاعل مع الباحثين المحليين الأوساط العلمية المحلية.

تنفيذ برامج بحث موضوعية من منظور أوروبي-مغربي لتسهيل تنقل الباحثين الجزائريين والمغربيين والتونسيين بين بلدانهم.

لم تكن عملية إنشاء المعهد درياً سلسلة خالية من العقبات. فآلية عمل الوزارات، بما فيها وزارة الشؤون الخارجية، بعيدة عن الثانية المعروفة: اتخاذ القرار - التنفيذ. فالقرار النهائي هناك يعود للمنفذين ضمن حقل القوى. وغالباً ما يسبق اتخاذ القرار توترات وتنازعات في الاختصاص. كما أن مجرد فكرة إقامة مؤسسة بحثية منفصلة ومستقلة مالياً كانت متناقضة مع تصورات العديد من العاملين في السلك الدبلوماسي. فلماذا يجب تخصيص ميزانيات وزارية مُعتبرة لمعهد لا يخضع لسيطرة منصب دبلوماسي ولا يستجيب بالضرورة للحاجات الحقيقية أو مفترضة لهذا المنصب؟ أقصد بذلك القول إن التكاليف الوزاري لم يكن وصفه سحرية تسمح بالتغلب على جميع الصعوبات. بل كان الأمر بعيداً كل البعد عن ذلك.

في البداية، كان عليّ وضع الأسس في تونس بغض النظر عن تشكيبك وتردد مسؤولي سفارة فرنسا. ففي الحقيقة، تزامن دخول معهد البحوث إلى المشهد مع اتخاذ السلطة التونسية لمنعطف قمعي وتبلور كياناتها السلطوية. عندما وصلت إلى تونس لتسلم منصب، قال لي السفير حينها دون مواربة: «لقد وصلت في التوقيت الخاطيء»

وصلتني الرسالة بشكل واضح. كان عليّ إذن الاعتماد على ما توفر لي من علاقات اجتماعية لا أكثر. فأخذت دور المفاوض مع محمد الشرفي، وزير التعليم العالي والبحث العلمي حينها. وبفضل دعمه للمشروع، أعطت